

**Avis d'appel à candidature des associations et conseils  
élus résidents à l'étranger au conseil national des  
Tunisiens résidents à l'étranger**

Le Ministère des Affaires Sociales annonce l'ouverture des candidatures au conseil national des tunisiens résidents à l'étranger, parmi les associations et conseils élus actifs dans le domaine des tunisiens résidents à l'étranger et répondant aux conditions de candidature prévues par la loi n°2016-68 du 3 aout 2016 et le décret gouvernemental n° 2018-884 du 29 octobre 2018.

Les candidatures sont ouvertes du 6 Mars2019 au 31 Mars2019 (selon l'horaire local en Tunisie).

Les associations et conseils désirant se porter candidates doivent remplir le formulaire de candidature téléchargé au site électronique du Ministère des Affaires Sociales [www.social.gov.tn](http://www.social.gov.tn) et l'envoyer avec les pièces requises par voie du courrier électronique suivant [candidat.conseiltre@social.gov.tn](mailto:candidat.conseiltre@social.gov.tn)

La commission du dépouillement des candidatures procède à la sélection des 18 représentants par voie de tirage au sort parmi les associations et conseils élus actifs à l'étranger selon la répartition géographique prévue par l'article 9 du décret gouvernemental sus indiqué.

Le dossier de candidature comprend :

**A-Concernant les associations :**

1. les documents justifiant que l'association est constituée légalement.
2. Une copie des statuts.

3. Rapports moral et financier pour les années 2017 et 2018, approuvés par l'assemblée générale et les autorités compétentes dans le pays d'accueil.

**B- Concernant le représentant de l'association :**

1. une copie de la carte d'identité nationale.
2. Une copie de la carte d'adhésion à l'association.
3. Une copie du passeport tunisien.
4. Une copie de la carte de séjour à l'étranger ou de la carte d'identité du pays d'accueil.
5. Un document d'enregistrement auprès de la mission consulaire ou diplomatique tunisienne dans le pays d'accueil.

Le représentant de l'association doit jouir de la nationalité tunisienne et de ses droits civiques et politiques et avoir l'âge de 18 ans au moins conformément aux dispositions de l'article 3 du décret gouvernemental sus-indiqué.